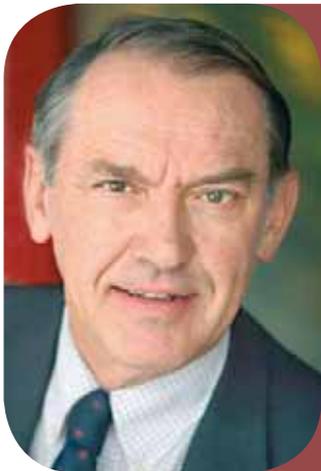


Prêt à relever le défi



Jan Eliasson, Ambassadeur de Suède aux États-Unis depuis 2000, sera le prochain Président de l'Assemblée générale des Nations Unies, dont la 60^e session débutera en septembre 2005. Représentant permanent de la Suède auprès de l'ONU de 1988 à 1992, M. Eliasson a été désigné premier Sous-Secrétaire général aux affaires humanitaires en 1992. Il évoque ici ses nouvelles fonctions, la réforme de l'Organisation et ses espoirs pour l'avenir.

Le bulletin de l'AIEA s'entretient avec Jan Eliasson

Q. Vous allez assumer cette année la présidence de l'Assemblée générale des Nations Unies. Quel y sera votre rôle ?

Je vais présider, à l'Assemblée générale, les réunions des 191 États Membres de l'ONU. Nous célébrons actuellement le 60^e anniversaire de l'Organisation à un moment crucial de son histoire. À propos d'anniversaire, Dag Hammarskjöld, ancien Secrétaire général et suédois comme moi, aurait eu 100 ans cette année.

Des réalités telles que les cauchemars du Cambodge, du Rwanda et de Srebrenica exigent de l'ONU une action plus rapide et plus efficace. D'aucuns mettent en doute la légitimité et la responsabilité de l'Organisation. Face à ces doutes, nous devons nous mobiliser pour nous réformer. Nous allons examiner le rapport d'un Groupe de haut niveau sur la réforme de l'ONU et des propositions émanant du Secrétaire général et du Président de l'Assemblée générale. Il existe aujourd'hui de nombreuses propositions qui énoncent différentes idées sur la façon de réformer l'Organisation. Nous allons, en tout cas, devoir nous interroger sur la façon de combiner les exigences de sécurité et celles liées au développement et au respect des droits de l'homme.

Le Sommet mondial qui se tiendra en septembre devrait réunir un nombre record de chefs d'État et de gouvernement et traitera non seulement de la réforme, mais aussi de la mesure dans laquelle les pays riches de la planète

Discussion au sommet

Les dirigeants de la planète se réunissent pour s'attaquer aux problèmes mondiaux

En septembre 2005, l'ONU tient une réunion plénière de haut niveau — également appelée sommet — pour s'attaquer aux problèmes de développement, de sécurité et de respect des droits de l'homme et réformer l'Organisation. Le rapport *Dans une liberté plus grande* élaboré par Kofi Annan formera la base des décisions prises à ce sommet. Ce rapport invite à réaligner l'organe mondial pour donner du poids supplémentaire aux questions clés de développement, de sécurité et de respect des droits de l'homme tout en énonçant des plans visant à rendre l'ONU plus efficace, ouverte et responsable. Ses recommandations découlent en partie des conclusions de deux groupes d'experts sur la sécurité collective et sur les objectifs du Millénaire pour le développement, ainsi que des promesses faites dans la Déclaration du Millénaire de 2000. Les principales propositions sont les suivantes :

Développement

→ Élaboration, par les pays en développement, de plans d'action nationaux devant permettre d'atteindre les objectifs du Millénaire pour le développement, soutenus par une aide accrue des pays développés, et respect de l'engagement pris de consacrer à cette tâche 0,7 % de leur produit national brut d'ici à 2015 ;

→ Atténuation des effets des changements climatiques par la mobilisation des sciences et des techniques, et engagement en faveur d'un cadre international plus intégré de stabilisation des émissions de gaz à effet de serre suite à l'expiration du Protocole de Kyoto en 2012 ;

Sécurité

→ Accord sur une convention générale sur le terrorisme reposant sur une définition claire et convenue dans le cadre d'une stratégie globale de prévention de l'hypercent terrorisme ;

→ Élaboration, signature et application, par les États, d'un traité sur l'arrêt de la production de matières fissiles visant à réduire les risques de prolifération des matières nucléaires ;

→ Création d'une Commission des Nations Unies chargée de consolider la paix dans les pays qui sortent d'un conflit ;

Droits de l'homme

→ Remplacement de la Commission des droits de l'homme par un Conseil permanent des droits de l'homme, restreint et doté de pouvoirs accrus ;

→ Assomption, par tous les États, d'un « devoir de protection » devant former la base de toute action collective contre le génocide, le nettoyage ethnique et les crimes contre l'humanité ;

→ Création d'un Fonds pour la démocratie chargé de fournir des fonds et une assistance technique aux pays qui tentent d'instaurer ou de renforcer la démocratie ;

Renouveau des Nations Unies

→ Élargissement du Conseil de sécurité de l'ONU pour le rendre plus représentatif de la communauté internationale et des réalités géopolitiques d'aujourd'hui ;

→ Rationalisation du Secrétariat pour le rendre plus souple, transparent et adapté aux priorités des États Membres et aux intérêts des peuples du monde.

Texte intégral du rapport :
www.un.org/largerfreedom

respectent la Déclaration et les objectifs du Millénaire pour le développement. C'est là un vaste programme, et j'espère que les États Membres sont ouverts à la réforme et à une revitalisation de la coopération multilatérale.

Q. Quels résultats peut-on attendre du Sommet ?

J'espère que nous progresserons dans les domaines à la fois du développement, de la sécurité et des droits de l'homme. Nous ne pourrons, bien entendu, pas résoudre tous les problèmes à cette réunion. Certaines questions seront sans aucun doute soumises à l'Assemblée générale afin qu'elle les examine et leur apporte une solution.

2005 est, pour l'ONU, une année de réforme au cours de laquelle les engagements pris par les pays riches en matière de développement vont devoir se concrétiser, ce qui est à la fois une promesse et un problème. La promesse est que nous allons aider l'ONU et le multilatéralisme à aller de l'avant. Le problème est que la situation mondiale est assez sombre et que l'ONU connaît des échecs et des difficultés. La tâche que je vais avoir à assumer en tant que Président de l'Assemblée générale va donc constituer un défi à de nombreux égards redoutable.

Q. Qu'en est-il de l'ONU et des États-Unis ? Vous qui avez passé un temps considérable à Washington en tant qu'ambassadeur, comment voyez-vous évoluer les relations entre l'Organisation et ce pays ?

Il importe au plus haut point que l'ONU dialogue avec les États-Unis. Les événements récents survenus dans le monde ont montré la nécessité de travailler ensemble, non seulement entre les États-Unis et l'Europe, mais aussi au plan mondial. Les problèmes mondiaux appellent des solutions mondiales.

L'ONU est l'organisation qui a été créée à cette fin et je suis intimement convaincu qu'elle sortira de la réforme renforcée. Je sais qu'elle est, aux États-Unis, très critiquée au Capitole. Il importe de maintenir entre le Congrès et notre Organisation un dialogue ouvert.

L'ONU ne sera pas forte sans le soutien des États-Unis. J'espère que les Américains comprennent qu'une ONU forte est de leur intérêt. Nous devons nous concentrer sur l'action constructive menée par l'Organisation. L'Afghanistan pourrait servir d'exemple. Après les odieux attentats terroristes du 11 septembre, il s'est manifesté une solidarité mondiale avec

les États-Unis. Le Conseil de sécurité a agi rapidement contre le régime des Taliban et contre le terrorisme. L'Afghanistan est le contraire de ce qui s'est produit en Iraq.

Récemment, cependant, l'ONU a joué un rôle important dans les élections tenues en Iraq. Je suis persuadé qu'elle pourrait aussi jouer un rôle dans la reconstruction du pays. En réorientant le débat, nous pourrions changer les attitudes vis-à-vis de l'ONU.

Q. Quels résultats espérez-vous que le Sommet obtiendra en matière de sécurité mondiale et, plus précisément, de sécurité nucléaire ?

Les événements qui se produisent dans le monde montrent clairement qu'il faut rester vigilants et maintenir la dynamique amorcée pour continuer de renforcer la sécurité et le régime de non-prolifération nucléaire.

Le Secrétaire général de l'ONU et le groupe d'experts de haut niveau chargé d'étudier la sécurité mondiale ont recommandé d'adopter un ensemble de mesures et ont félicité l'AIEA pour le rôle qu'elle joue en matière de sûreté, de sécurité et d'application pacifique du nucléaire. Le Sommet doit intensifier son action afin de renforcer encore la sécurité mondiale sous tous ses aspects.

Q. En tant que Président, que pouvez-vous faire pour changer l'ONU ?

Il s'agira principalement de catalyser la volonté de mettre en œuvre la réforme de l'Organisation. Ce n'est pas moi personnellement qui jouerai le rôle le plus important. C'est ce que nous pouvons faire ensemble pour traduire les déclarations en actions. Dans le même temps, je peux mettre à profit l'expérience que la Suède a acquise en matière de réforme. Ingvar Carlsson, ancien premier ministre de notre pays, a dirigé au début des années 90 une commission sur la réforme de l'ONU et publié le rapport intitulé *Our Global Neighbourhood*. C'est un important document que l'on pourrait judicieusement étudier aux fins de la réforme de l'ONU.

Jan Eliasson succède à Jean Ping (Gabon) en tant que président de l'Assemblée générale de l'ONU. La Suède et le Gabon président conjointement la réunion de haut niveau qui se tiendra du 14 au 16 septembre 2005.

Échec du TNP

Quelques avis sur la Conférence des Parties chargée d'examiner, en 2005, le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires

Les États qui se sont penchés, en mai 2005, sur le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires (TNP) ne sont pas parvenus à s'entendre. Le TNP est un important traité international qui a été prorogé pour une durée indéterminée en 1995 et auquel ont adhéré presque tous les États. Il a pour but de prévenir la prolifération des armes et des techniques nucléaires, de promouvoir la coopération aux fins des applications pacifiques de l'énergie nucléaire, et de favoriser le désarmement nucléaire et général.

Mohamed ElBaradei, Directeur général de l'AIEA :

« C'est avec regret que je note que les États parties au TNP ne sont pas parvenus, à la Conférence de New York, à s'entendre sur la façon de renforcer l'application du Traité. Cette absence d'accord sur le fond est particulièrement décourageante compte tenu des problèmes urgents auxquels nous sommes confrontés et des chances qu'offrait cette Conférence. Malgré ce résultat, les problèmes demeurent et doivent être traités. Il nous reste à asseoir l'autorité de l'AIEA dans le cadre du protocole additionnel ; à resserrer le contrôle des éléments de prolifération du cycle du combustible (tout en garantissant l'approvisionnement) ; à renforcer les mécanismes d'application ; et à accélérer le désarmement nucléaire.

S'il est un point positif que l'on peut retenir de cette Conférence, c'est que les problèmes sont maintenant clairement identifiés. J'invite instamment tous les États à rechercher sérieusement des solutions pour réformer notre système défaillant de sécurité mondiale, dont le régime de non-prolifération est un élément essentiel. Le sommet de l'ONU qui se tiendra en septembre tombera à point nommé pour lancer cette réforme urgente ».

Kofi Annan, Secrétaire général de l'ONU :

« Depuis 35 ans, le TNP est la pierre angulaire de notre sécurité mondiale... Je serai clair : l'échec d'une conférence d'examen à parvenir à un accord ne serait pas la fin du régime de non-prolifération. Dans leur immense majorité, les États parties au Traité en reconnaissent les bienfaits durables. Chacun de ses

pilliers (non-prolifération, désarmement et applications pacifiques des techniques nucléaires) comporte cependant des failles qu'il faut colmater d'urgence.

Pour relancer le TNP, il va falloir agir sur plusieurs fronts. Pour renforcer la vérification et accroître la confiance dans le régime, les dirigeants doivent accepter que le protocole additionnel de l'AIEA devienne la nouvelle norme de vérification du respect des engagements pris en matière de non-prolifération. Les dirigeants doivent trouver le moyen de concilier le droit aux applications pacifiques des techniques nucléaires et les impératifs de la non-prolifération. Le régime ne sera pas tenable si plusieurs autres pays développent les phases les plus sensibles du cycle du combustible et se donnent les moyens de produire rapidement des armes nucléaires. Un premier pas serait de récompenser les pays qui renoncent volontairement à mettre au point de telles installations. Je félicite l'AIEA et son directeur général, Mohamed ElBaradei, de rechercher un consensus autour de cette question vitale, et prie instamment les dirigeants des États de s'associer à lui dans cette démarche.

En septembre prochain, plus de 170 chefs d'État et de gouvernement vont se réunir à New York pour adopter un vaste programme visant à garantir le développement, la sécurité et le respect des droits de l'homme pour tous les pays et tous les peuples... De nouveaux engagements stimuleraient toutes les instances qui œuvrent en faveur du désarmement et de la non-prolifération. Ils réduiraient tous les risques d'accidents nucléaires, de trafic, de terrorisme ou d'usage par les pays eux-mêmes auxquels nous sommes confrontés. C'est là un programme ambitieux et probablement, pour certains, accablant. Les conséquences d'un échec, cependant, seraient bien plus accablantes. Des solutions sont à notre portée ; nous devons les saisir ».

Pour tout renseignement :
www.un.org/events/npt2005